

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le 22 mars mettre la gauche au deuxième tour

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 18 mars 2015

Démocratie & Socialisme

Nous connaissons ici tous les reproches de gauche qui sont faits à la politique du gouvernement actuel et nous les partageons, pour l'essentiel, que ce soit sur les questions économiques, sociales, ou européennes. Nous combattons le projet Macron comme nous avons combattu l'ANI et sa loi du 14 juin 2013 ou défendu les retraites à 60 ans. Nous savons fort bien que la hausse des salaires cela crée de l'emploi, et que l'austérité ça crée du chômage. Nous refusons ces sales contre-réformes "structurelles" que les libéraux intégristes de Bruxelles nous imposent. **Nous connaissons parfaitement la cause de l'abstention de millions d'électeurs de gauche et socialistes.**

Mais nous connaissons aussi tous les ravages que la droite produirait aussitôt si elle revenait au pouvoir : ce serait une offensive beaucoup plus brutale, plus directe contre tout ce qui reste de nos droits sociaux : ils l'annoncent quand ils critiquent Valls, Macron, parce que ceux-ci, selon eux, ne vont « pas assez loin » dans l'austérité catastrophique. Ils baisseraient les salaires, détruiraient le code du travail entièrement et démantèleraient les services publics. De surcroît, nous connaissons la porosité qui s'est établie entre un FN et une UMP qui subit de plus en plus la pression du premier. C'est évidemment une raison supplémentaire de ne pas hésiter à voter pour mettre la gauche en tête le 22 mars. Il faut le 22 mars mettre la gauche au deuxième tour, si possible en tête, pour passer la barre des 12,5 % des inscrits, et le 29 mars empêcher UMP, UDI et le FN de l'emporter.

Nous regrettons cette immense et tragique dispersion de la gauche toute entière alors qu'il y a tant besoin d'unité ! Le total des voix de gauche si elle était rassemblée nous mettrait en tête. Les millions d'abstentionnistes de gauche reviendraient aux urnes, si le gouvernement allait dans leur sens. **Bien sur, l'unité de la gauche ne peut se faire sur un programme libéral,** bien sur, des projets de loi comme celui de Macron et ses 106 articles toxiques et réactionnaires repous sent les chances d'unité. **Mais une alliance rose rouge verte, reste possible dans les départements** - comme elle devrait être possible à l'Assemblée nationale - pour réorienter l'action politique à gauche, celle qui nous avait majoritairement mobilisés en mai et juin 2012.

Nous appelons à voter pour les candidats soutenus par le Parti socialiste parce que nous sommes socialistes et, surtout, parce qu'il n'est pas possible d'ignorer la réalité. Dans la situation actuelle, il sera très difficile de gagner des départements qui ne sont pas déjà à gauche. Il faut donc chercher à préserver les 61 départements où la gauche est majoritaire. 55 de ces conseils généraux sont dirigés par des socialistes. Les 6 restants sont dirigés par des présidents (4 PRG, 2 PCF, 1 GUSE en Guadeloupe) soutenus par le Parti socialiste.

Il s'agit le 22 mars, de voter pour les élus qui gèrent les départements, soit 6 % de la dépense publique, 35 milliards d'investissement de la politique sociale par an, 12 milliards d'équipement de proximité, collèges, routes, gymnases, et de 12,3 % de financement de secteur associatif soit 1 828 000 emplois. Et quand c'est la droite qui revient, elle est du genre à fermer les Bourses du travail (cela vient de se produire dans cinq grandes villes), à couler les associations sociales et culturelles les plus vivantes, à traiter fort mal les crèches, les collèges publics, les transports publics, les personnes âgées et handicapées, les prestations sociales aux plus démunis. Donc ce sont des enjeux concrets qu'il serait malvenu de sacrifier localement au nom du débat national. **À ce niveau, une gestion de gauche ou de droite, chacun le sait, ce n'est pas la même chose.**